

FAITS SAILLANTS

- Près de 900 personnes déplacées suite aux inondations dans le Logone-et-Chari
- 1 700 personnes se déplacent suite à des attaques dans le Mayo - Tsanaga
- La prévalence de la malnutrition chronique est supérieure à 40% dans l'Extrême-Nord

CHIFFRES CLÉS

Nb. de déplacés internes	236 K
Nb. de retournés	59 K
Nb. de réfugiés centrafricains	216 K
Nb de réfugiés nigériens	89 K
Prévalence de retard de croissance dans l'Extrême-Nord	40,9%
Prévalence de la MAG dans le Nord	6,5%
Prévalence de la MAG dans l'Extrême-Nord	4,5%

FINANCEMENTS

241 millions

fonds requis (en US\$)
montant révisé

42%

financés au 31 sept. 2017



Au sommaire

- Suivi de la situation humanitaire..... P.1
- Résultats préliminaires de la SMART.. P.2
- Le Saviez-vous ?.....P.3
- En Bref..... P.4

Suivi de la Situation Humanitaire

Suivi de la relocalisation des PDI de Kolofata

Le mois dernier, nous vous rapportons la décision des autorités de relocaliser les Personnes Déplacées Internes (PDI) de Kolofata dans un site aménagé à l'extérieur de la ville. Fin septembre, 482 ménages, sur un total de 2 500 environ, ont été enregistrés et installés dans ce nouveau site à travers l'organisation des équipes INTERSOS-ADES et de l'appui du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), en charge de la coordination de la réponse sur le site.

En termes de réponse, des interventions sont en cours pour les secteurs Sécurité Alimentaire, NFI/Abris, Santé, Nutrition et Protection. Entre autre, les ménages relocalisés ont reçu 525 kits abris de l'ONG internationale NRC. Les partenaires santé sont également mobilisés pour appuyer l'hôpital de Kolofata en santé primaire et reproductive.

En dépit de cette mobilisation, les besoins restent très importants, notamment pour l'assistance en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) et en vivres. Les secteurs EHA à Yaoundé et à Maroua ont été saisis pour assurer rapidement l'accès à l'eau potable sur le site et construire des latrines et des douches. Les partenaires travaillent aussi pour garantir des distributions alimentaires suffisantes et régulières pour ces populations relocalisées, dont l'accès aux moyens de subsistance reste très limité.

Un nouveau cas de retour forcés rapporté

D'après le HCR, 35 nigériens ont été reconduits à la frontière le 18 septembre depuis Kolofata. Cet incident s'est produit alors qu'aucun retour forcé n'avait été enregistré depuis mi-juillet. Depuis janvier 2017, un total de près de 4 400 réfugiés Nigériens a été forcé de retourner au Nigéria en dépit de la signature de l'Accord Tripartite sur le retour volontaire, libre, dans la dignité et la sécurité signé par le Cameroun, le Nigéria et le HCR en mars 2017.

Nouveaux déplacements enregistrés dans le Mayo-Tsanaga

Près de 1 700 personnes se sont déplacées vers le village d'Hitawa suite aux attaques de Boko-Haram les 16 et 17 septembre dans la localité de Guedsinad, située à seulement 6 km du Nigéria dans le département du Mayo Tsanaga. Ces attaques ont également causé d'importants dégâts matériels (près de 70 cases, plusieurs greniers à grains et une église brûlés) et la perte de moyen de subsistance (biens pillés, bétails tués ou volés).

Des besoins d'assistance ont été rapporté en NFI/Abris, Protection, Vivres mais également EHA, Santé et Education. L'ONG ADES est parvenu à fournir une première assistance en bâches aux personnes déplacées. Cependant, toute évaluation plus approfondie des besoins et la fourniture d'une assistance adaptée ont été reportées à plusieurs reprises en raison de l'instabilité sécuritaire prévalant dans la zone. Disposée et désireuse d'assister ces personnes, la communauté humanitaire continue de suivre la situation avec les

1 700 déplacés internes dans le Mayo-Tsanaga suite à des attaques. Les humanitaires sont mobilisés en dépit de conditions d'accès difficiles

autorités civiles et militaires et les équipes du Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS) afin d'organiser une mission conjointe dès que possible.

Près de 900 personnes forcées de se déplacer suite aux inondations dans le Logone-et-Chari

Des centaines de personnes se sont déplacées ces dernières semaines suite à de fortes pluies dans plusieurs villages de l'arrondissement de Zina, dans le département du Logone-et-Chari. Les inondations ont détruit de nombreuses habitations ainsi que les moyens de subsistance des populations alors que les stocks de vivres, les champs, les marchés ont été détruits et le bétail emporté.

Les premiers rapports, transmis par la Croix Rouge Camerounaise et la Direction de la Protection Civile, faisaient état d'importants besoins d'assistance, notamment en Abris/NFI, EHA et vivres.

Suite à cette alerte, et en dépit de contraintes d'accès considérables, une mission conjointe entre OCHA et le gouvernement, représenté par le Gouverneur et la Direction de la Protection Civile s'est rendue dans la localité de Zina le 29 septembre. Elle a estimé que 890 personnes s'étaient réfugiées dans divers villages entre Zina et Maga. Une assistance immédiate a été apportée par les autorités locales et les partenaires sont mobilisés pour soutenir le gouvernement dans la fourniture d'une aide efficace.

Les résultats préliminaires de la SMART révèlent une situation nutritionnelle préoccupante des populations

Le taux de Malnutrition Aiguë Sévère dépasse le seuil d'alerte dans les régions septentrionales

Du 21 août au 10 septembre, le Ministère de la Santé Publique Camerounais et l'UNICEF ont mené une **enquête nutritionnelle conjointe** chez les populations camerounaises des quatre régions prioritaires du pays que sont l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et Est. Les résultats préliminaires démontrent que la malnutrition reste un défi majeur dans ces quatre régions, en particulier le Nord et l'Extrême-Nord.

En effet, si la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) enregistre une baisse par rapport à l'année passée, se situant autour du seuil de précarité de 5% dans les quatre régions, la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS), dépasse le seuil d'alerte de 1.0% dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord.

Qu'est-ce que la SMART ?

La SMART (*Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions*) est une méthodologie d'enquête standard pour obtenir des données fiables sur des indices élémentaires de santé publique, notamment le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et le taux de mortalité de la population. Ces données de base sont souvent utilisées pour juger de la sévérité d'une crise humanitaire et l'évolution de la situation.

Au Cameroun, une enquête SMART est organisée chaque année depuis six ans par le Ministère de la Santé Publique du Cameroun et l'UNICEF. Elle permet de suivre l'évolution de la situation nutritionnelle, notamment dans les quatre régions prioritaires.

La malnutrition chronique, un problème multisectoriel urgent dans l'Extrême-Nord

L'enquête indique aussi que la prévalence de la malnutrition chronique est en situation d'urgence, supérieure à 40%, pour l'Extrême Nord, et d'alerte, entre 30 et 40%, pour l'Adamaoua et l'Est. La région du Nord présente une situation précaire, avec 27% d'enfant en retard de croissance, soit une estimation de 132 000 cas atteint au moment de

l'enquête. En comparant ces résultats aux autres régions, le Nord semble avoir une meilleure situation, néanmoins les résultats restent précaires étant donné la démographie élevée de cette région. De plus, les régions du Nord et de l'Extrême Nord totalisent ¾ des enfants en retard de croissance pour les 4 régions à l'étude.

Les partenaires mobilisés pour répondre à cette situation nutritionnelle préoccupante

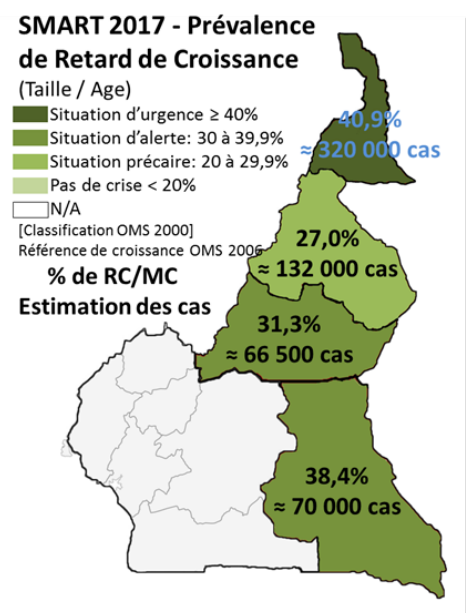
Cette année, 14 partenaires participent au plan de réponse stratégique du secteur nutrition. Ensemble ils ont pour objectif de réduire la mortalité et morbidité liées à la malnutrition et de protéger le statut nutritionnel des plus vulnérables, notamment les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes.

La région de l'Extrême-Nord étant particulièrement touchée par la malnutrition, les acteurs ont fait d'une priorité la délivrance d'une assistance nutritionnelle coordonnée et efficace dans la région.

Pour le restant de l'année 2017 et les années à venir, le secteur s'est donné pour priorité de mener des actions préventives, notamment les programmes d'alimentation supplémentaire chez les 6-23 mois, de poursuivre la supplémentation en Vitamines A chez les 6-59 mois, d'élargir les programmes de fortification alimentaire (fortification à domicile notamment) ainsi que des programmes d'amélioration des pratiques d'allaitement et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant., mais aussi de poursuivre le renforcement des activités de dépistage et de prise en charge des cas de MAS, pour plus de 60 000 enfants de moins de cinq ans admis en moyenne chaque année dans les 4 régions prioritaires.

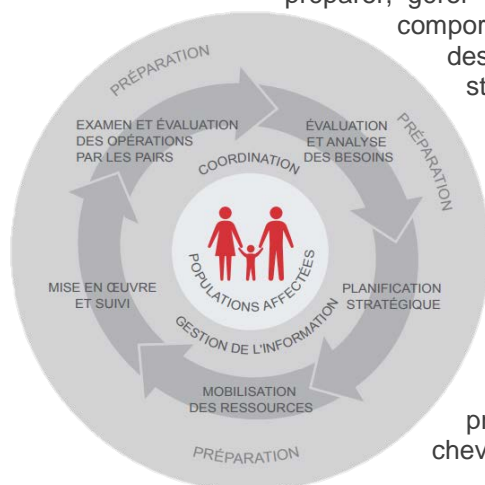
Or, au 15 septembre, seul 53% des financements requis pour assurer une réponse nutritionnelle d'urgence dans l'Extrême-Nord ont été reçus. Plus de 4 millions USD restent à mobiliser pour ce seul secteur et dans la région.

La prévalence de la malnutrition chronique toujours supérieure à 40% dans l'Extrême-Nord



Le Saviez vous ?

Le cycle de programme humanitaire (HPC) est une série coordonnée d'actions pour préparer, gérer et fournir la réponse humanitaire la plus efficace possible. Le cycle comporte cinq éléments clés séquentiels, comme l'indique le graphique ci-dessous. Il s'agit de : l'évaluation et l'analyse des besoins ; la planification stratégique des interventions, la mise en œuvre et suivi ; la mobilisation des ressources et l'examen opérationnel par les pairs et évaluation.



En plus de ces cinq étapes clés, des activités de préparation aux urgences (analyse des risques, mesures préparatoires générales et avancées) sont conduites de manière continue afin d'assurer une intervention opportune et mieux adaptée au contexte en cas de crise soudaine ou de brusque détérioration de la situation.

Enfin, deux facteurs déterminants facilitent la programmation humanitaire, la coordination et la gestion de l'information. D'une part, une coordination efficace permet d'identifier et de répondre aux besoins prioritaires, de combler les lacunes et de réduire les risques de chevauchement des interventions. D'autre part, une bonne gestion de

l'information est essentielle pour que les données soient collectées, traitées et diffusées en temps opportun de façon à étayer la prise de décisions. Des outils communs tels que les 3W, Qui fait Quoi Où, les listes de contact ou les répertoires d'évaluation, sont des éléments essentiels à la mise en œuvre du cycle de programme.

Dans une situation de crise prolongée comme au Cameroun, où les besoins et les interventions évoluent peu d'une année à l'autre, l'élaboration d'un plan d'intervention pluriannuel permet d'alléger le processus annuel de planification, de définir une vision stratégique de long terme et de s'aligner avec les plans des acteurs de développement. Ainsi, l'[Aperçu des Besoins Humanitaires](#) et le [Plan de Réponse Humanitaire](#) pluriannuel (2017-2020) sont uniquement mis à jour.

En Bref

- **Réussite de la mission conjointe des Nations Unies dans la région de l'Est**

Du 19 au 21 septembre, la coordinatrice humanitaire, des chefs d'agences du système des Nations Unies, ainsi que plusieurs donateurs et représentants gouvernementaux, ont participé à une mission conjointe dans la région de l'Est du Cameroun. Cette visite conjointe fût l'occasion d'examiner les projets, de réévaluer les besoins et d'identifier les perspectives dans le cadre de l'aide humanitaire et de développement dans la région de l'Est. Elle permit aussi aux participants d'échanger avec les réfugiés et les populations hôtes de la région et d'écouter les besoins et les aspirations de chacun.

Grâce à une large couverture médiatique et la participation de plusieurs bailleurs, cette mission fût enfin l'opportunité de rendre visible la crise des réfugiés centrafricains. En effet, la crise humanitaire à l'Est du pays est frappée de sous-financement et est trop peu souvent mise en lumière. Or, l'afflux de réfugiés continue, les besoins humanitaires demeurent et l'accès aux services sociaux de base reste très limité.



- **L'atelier RRRP à Maroua précise le Plan de Réponse pour les réfugiés nigériens au Cameroun en 2018**

Le Plan de Réponse Régional pour les réfugiés nigériens 2018, ou RRRP, définit les plans de réponse sectorielle pour assurer la protection et l'assistance des réfugiés nigériens installés au Niger, au Tchad et au Cameroun.

Dans ce cadre, le HCR a organisé, les 13 et 14 septembre un atelier de planification à Maroua pour présenter et discuter des besoins, des défis principaux et des axes de réponse stratégiques par secteur pour les réfugiés nigériens de l'Extrême-Nord du Cameroun. Les chiffres de planification proposés sont de 100 000 réfugiés.

Pour fournir une assistance efficace aux réfugiées hors camp, 12 villages d'opportunité ont été pré-identifiés dans trois départements de l'Extrême-Nord. Dans une perspective de solutions durables et équitables, les structures sociales et communautaires de ces villages seront renforcées afin de bénéficier tant aux réfugiés qu'aux personnes déplacées et aux communautés hôtes.

Il est notable que les informations sur les réfugiés nigériens incluses dans le RRRP seront reflétées dans l'Aperçu des Besoins Humanitaires 2018 et le Plan de Réponse Humanitaire 2017-2018 révisé. Cette harmonisation participe aux efforts de cohérence entre les principaux documents programmatiques pour le Cameroun.

- **La demande financière de la réponse humanitaire 2017 révisée**

Suite à la décision de l'Equipe Humanitaire Pays le 28 juillet, la communauté humanitaire a travaillé pour mettre à jour la demande de financement du plan de réponse 2017. Cette révision avait pour objectif de mieux refléter les besoins financiers, considérant les capacités de mise en œuvre effective des partenaires et le temps restant, et d'ainsi appuyer les efforts de plaidoyer et de mobilisation de fonds.

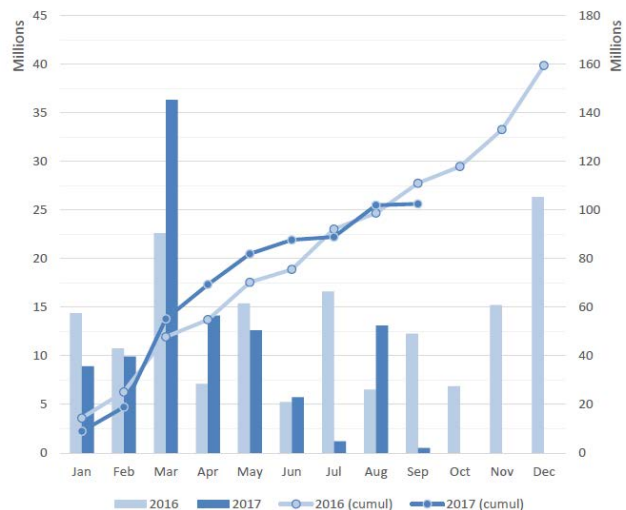
Grâce à l'implication des secteurs et des partenaires, les projets ont été revus et la nouvelle demande financière est désormais de 241 millions USD, en baisse de 22% par rapport aux 310 millions estimés fin 2016. Comme indiqué sur le graphique ci-dessous, 101 millions, soit 42% de la demande révisée, ont été obtenus à ce jour. Concernant **la crise du Bassin du Lac Tchad**, qui affecte l'Extrême-Nord du Cameroun, les besoins en financement s'élèvent désormais à 144 millions, dont 49% ont été financés.

Dans ce contexte, la communauté humanitaire du Cameroun continue de se mobiliser pour lever les fonds nécessaires pour assister les personnes dans le besoin dans les quatre régions prioritaires. Elle compte notamment s'appuyer sur le *momentum* créé par l'événement sur le Bassin du Lac Tchad du 21 septembre en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, afin d'inverser la courbe en améliorant le niveau de financement en fin d'année, tout comme en 2016.

Funding Progress (as of 26/09/2017)



102.5 M



Pour plus d'informations, veuillez contacter
Imane Cherif, Chargée des Affaires Humanitaires, cherif1@un.org
Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur
www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon | www.unocha.org | www.reliefweb.int